

tuelle et l'autre près de trois fois—on n'a jamais inscrit autant de questions au *Feuilleton* que pendant la première session de la législature actuelle. Et on a répondu à toutes ces questions, compte tenu du fait que des députés ont consenti au retrait de certaines qui, à cause de la façon dont elles étaient rédigées ou pour d'autres raisons, même si elles leur paraissaient logiques, semblaient devoir être retirées. Autrement dit, pendant la dernière session, le gouvernement a répondu à toutes les questions demeurées inscrites au *Feuilleton*.

J'admets volontiers que le gouvernement, d'autre part, a jugé ne pas pouvoir satisfaire toutes les demandes de production de documents. C'est l'attitude qu'ont adoptée les gouvernements de diverses nuances politiques qui ont siégé à la Chambre au cours des années. J'en suis certain, c'est l'attitude que le chef de l'opposition avait prise alors qu'il était premier ministre provincial, et c'est certainement celles qu'avait adoptée le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) lorsqu'il était dans la même situation.

Il n'est que juste de signaler qu'en certaines occasions, le gouvernement estime, dans l'intérêt de bonnes relations avec l'étranger, ou parce que des mémoires confidentiels précèdent l'élaboration d'une politique, ne pas devoir fournir certains documents. Là encore, on a eu la preuve que des députés ont inscrit au *Feuilleton* des demandes de documents même si les documents fournis au cours des sessions antérieures se rapportaient aux mêmes demandes. On l'a constaté encore hier dans le cas du député de Waterloo (M. Saltsman). Les députés inscrivent au *Feuilleton* ces demandes de documents, mais ils ne les lisent pas lorsqu'ils les reçoivent.

Depuis janvier de cette année, le député de Moose Jaw (M. Skoberg), le député de Waterloo, le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) et le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) ont demandé à six reprises le dépôt de documents qui avaient été produits à des sessions précédentes ou étaient déjà publiés. En ce qui concerne les renseignements, ce n'est pas, il me semble, qu'il faudrait en fournir davantage à la Chambre, mais que les députés de l'autre côté consacrent un peu plus de temps à étudier ceux qui sont déjà à leur portée.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Macdonald: Je termine ici. Quelques-uns de mes collègues exprimeront leurs vues au sujet du discours prononcé par le chef de l'opposition. Je n'ai pas dit grand-chose à propos des remarques du député d'York-Sud (M. Lewis). Sauf erreur, ses commentaires reflétaient son opinion personnelle du premier ministre (M. Trudeau), et je ne pense pas que je doive y répondre à ce moment-ci.

Je reviens à mon sujet principal. Dans aucun autre Parlement les députés ont eu autant d'occasions de participer ou d'aider à l'élaboration de la politique et des lois publiques à la Chambre. Dans aucun autre Parlement les députés ont disposé de plus de facilités à cette fin. Si le Parlement en a perdu, c'est que cette institution est fondée sur un système d'opposition, ce qui exige non seulement un gouvernement fort, mais aussi une opposition forte, un groupe de députés compétents de ce côté-ci de la Chambre comme de l'autre. Si le Parlement actuel est moins intéressant, c'est dû à la mauvaise orientation que les députés de l'autre côté ont reçue du chef de l'opposition. Le système d'opposition ne fonctionne pas avec une infanterie médiocre dirigée par un général incompetent et malavisé. Voilà ce que j'ai à dire de la motion proposée par le chef de l'opposition.

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): J'ai écouté avec plaisir les arguments équilibrés, impartiaux et logiques du président du Conseil privé (M. Macdonald). Pendant son discours, je me suis demandé si la période des questions, déjà expurgée, ne serait pas réformée au point de disparaître, étant donné sa conférence gratuite et condescendante sur la façon de poser les questions.

Nous débattons aujourd'hui l'une de ces questions fondamentales. Nous ne demandons pas ce que le gouvernement fait—Dieu sait pourtant comme il serait pressant de poser la question—mais comment le pays est gouverné. Malheureusement, depuis l'accession du gouvernement au pouvoir, la Chambre a passé beaucoup trop de temps à diagnostiquer les maux de cette institution. Nous le faisons parce qu'il règne chez les membres de l'opposition une grande inquiétude, le sentiment que l'institution court un réel danger. Nous essayons alors d'arc-bouter l'institution contre les pressions qui pourraient affaiblir sa capacité et ses fonctions. Quand un homme aussi modéré que le chef de l'opposition (M. Stanfield) qui n'a rien d'un alarmiste et qui n'a